

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 25 mai 2026

Energie-climat

2025 a été une année record pour l'installation de panneaux photovoltaïque au Royaume-Uni, et la dynamique ne faiblit pas

Les dernières [données](#) publiées par le *Department of Energy Security and Net Zero* révèlent que 2025 fut une année record pour l'installation de panneaux photovoltaïques au Royaume-Uni, avec 269 000 nouvelles installations, soit 37% de plus qu'en 2024. Cette dynamique semble se maintenir en 2026 puisqu'avec les chiffres du mois d'avril, 9 des 10 mois avec le plus grand nombre d'installations de panneaux solaires ont eu lieu au cours de l'année écoulée.

Il est à noter que 95% de la puissance installée sur l'année 2025 l'a été sur les toits d'habitations ou d'entreprises, montrant un intérêt grandissant du grand public pour l'énergie solaire.

Dans [un communiqué](#), le ministre de la sécurité énergétique et du Net Zero Ed Milliband s'est réjoui de cette dynamique qui « signifie une meilleure sécurité énergétique et une plus faible exposition à la volatilité des marchés d'énergies fossiles ».

Les factures d'énergie des ménages augmenteront de 13% à compter du 1er juillet

L'Ofgem a publié le montant du [price cap](#) des factures d'énergie des ménages qui s'appliquera à compter du 1er juillet : celui-ci s'élèvera à 1832£ pour un ménage-type, soit une hausse de 13% par rapport au trimestre précédent en répercussion de la hausse des prix de

l'énergie. En particulier, le plafond des prix du gaz augmentera de 24% tandis que la hausse de celui pour l'électricité se limitera à +5%. Si les prix restent loin des pics atteints au cours de l'hiver 2022/23 au cours duquel le gouvernement avait imposé un plafonnement de 2 500£, ils restent 50% plus élevés qu'avant l'hiver 2022/23

Le gouvernement lance un plan stratégique pour la cybersécurité des infrastructures d'énergie renouvelables

Avec le [Energy Sector Cyber Security Strategy](#), le *Department of Energy Security and Net Zero* annonce un plan sur quatre ans, élaboré avec l'Ofgem le *National Cyber Security Centre*, et le *National Energy System Operator (NESO)*. Ce plan fixe 5 objectifs stratégiques à atteindre : mesurer les menaces, les vulnérabilités et les risques ; prévenir les crises en améliorant la résilience du réseau ; se préparer à bien réagir aux attaques ; adapter la législation ; et mieux organiser une plus grande collaboration entre les instances et les industriels.

Le ministre délégué à l'énergie Michael Shanks justifie la nécessité de ce plan en expliquant que malgré une forte résilience du réseau, « une partie de nos infrastructures n'a pas été conçue pour le système hautement numérique, interconnecté et décentralisé d'aujourd'hui ».

Environnement

30 M£ supplémentaires pour la restauration de la nature

Le DEFRA a ouvert une [nouvelle enveloppe budgétaire](#) de 30 M£ pour financer des actions de restauration de la nature, tels que les prairies ou les zones humides. Ce nouveau fonds, baptisé « Wildlife-Rich Habitat Fund » sera fléché vers les exploitations agricoles situées dans les parcs nationaux (Farming in Protected Landscapes) à raison de 10 M£ par an sur la période 2026-29. Ce nouvel engagement budgétaire participe à l'effort britannique pour atteindre ses objectifs de protection de la biodiversité issu du cadre « 30x30 » prévu par l'Accord de Kunming-Montréal.

Industrie

La chute du prix des véhicules électriques d'occasion perturbe le marché du leasing automobile

Alors que le marché britannique du véhicule électrique connaît une forte croissance dans le neuf, le segment de l'occasion commence à montrer des signes de fragilité. Selon le [Financial Times](#), la valeur résiduelle des voitures électriques d'occasion de trois ans au Royaume-Uni est tombée à 38% de leur prix catalogue initial au 1er avril, contre plus de 46% en Allemagne, en Espagne et en France. À titre de comparaison, les véhicules essence conservent 45% de leur valeur, et les hybrides rechargeables 51% au Royaume-Uni.

Cette dégradation est importante car la majorité des achats de voitures neuves se fait en *leasing*, un système où les coûts sont estimés en fonction de la valeur de revente anticipée du véhicule (moins celle-ci est élevée, plus le prix à payer est élevé pour l'acheteur). Ce potentiel renchérissement pourrait par suite freiner l'adoption des véhicules électriques.

Les constructeurs et les organismes de financement s'inquiètent de la pression exercée par l'arrivée massive de modèles chinois, ainsi que par les objectifs britanniques très ambitieux en matière de ventes de véhicules zéro émission. Les marques chinoises représentent désormais 15% du marché britannique, et bénéficient notamment de l'absence de droits de douane imposés par le Royaume-Uni.

Cet afflux pèse sur les prix de revente et complique l'estimation des valeurs futures, d'autant que les données sur la durabilité des modèles chinois restent limitées et que des incertitudes demeurent sur les progrès technologiques à venir dans le domaine des batteries.

La chancelière appelle à la mise en place d'une préférence britannique pour les marchés publics de plusieurs secteurs stratégiques

La chancelière Rachel Reeves a appelé les membres du gouvernement travailliste à privilégier les entreprises britanniques dans les marchés publics passés par l'État dans les secteurs stratégiques, et en particulier dans celui de la construction navale,

de l'acier, de l'intelligence artificielle et des infrastructures énergétiques.

Dans une [lettre adressée à ses collègues](#) et co-signée par le ministre du Cabinet Office Chris Ward, la chancelière estime qu'il faut « acheter britannique » chaque fois que possible afin de soutenir l'emploi, l'apprentissages et l'activité des entreprises au Royaume-Uni.

Cette orientation s'inscrit dans une logique plus large de sécurité économique et de résilience des chaînes d'approvisionnement, alors que la Chancelière aurait été déçu de voir plusieurs marchés publics importants être attribués récemment à des entreprises non-britanniques dans le domaine de la construction de navires. Le gouvernement veut classer ces quatre secteurs comme critiques pour la sécurité nationale, ce qui permettrait d'accorder la priorité aux fournisseurs britanniques, voire de s'écarter des règles héritées du précédent gouvernement conservateur qui interdisent toute discrimination à l'encontre des entreprises non-britanniques. Pour l'acier, les administrations seraient invitées à utiliser de l'acier britannique ou à justifier un achat à l'étranger.

Transport

Les autorités des transports londoniens préoccupées par le développement à venir de taxis autonomes

Alors que le gouvernement britannique a lancé le 22 mai un [appel à candidatures](#) pour les opérateurs souhaitant proposer des services de robotaxis à Londres, le gestionnaire des transports londoniens Transport for London (TfL) s'est inquiété des effets possibles sur la congestion et l'emploi.

L'adjoint au maire de Londres en charge des Transports, Seb Dance, a évoqué une technologie « non éprouvée », autour de laquelle « un énorme travail » reste à effectuer pour établir si elle apporterait un bénéfice net en matière de sécurité.

TfL a également rappelé que tout véhicule autonome devrait respecter les exigences actuelles applicables aux véhicules de transport privé, ce qui signifie qu'un robotaxi ne serait pas, en l'état, conforme au cadre existant (selon le [Financial Times](#)).

Londres pourrait devenir l'un des plus grands marchés au monde pour des véhicules autonomes en milieu urbain dense, mais leur déploiement est aussi un test majeur en matière de sécurité, de régulation et d'acceptabilité sociale. Sur le plan industriel, la ville s'apprête à devenir un terrain de confrontation entre les acteurs américains Waymo (Google) et chinois Baidu, ainsi que la startup britannique Wayve.

Le gouvernement soutient ce déploiement en soulignant les gains d'accès à la mobilité pour les personnes âgées et handicapées, ainsi que la création de milliers d'emplois autour de cette technologie innovante.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr